



Institut
EGA

Le coup d'État du 18 août 2020 au Mali. L'avenir du pays et les conséquences régionales

Marcelo VELIT

Analyste

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée

Janvier 2021

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 2021.

Comment citer cette publication :

Marcelo VELIT,

« Le coup d'État du 18 août 2020 au Mali. L'avenir du pays et les conséquences régionales », Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 06 janvier 2021.

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Introduction – P. 2

La naissance d'une forte opposition dans un contexte social, politique et sécuritaire fragile –
P. 4

Un *putsch* en faveur d'une transition politique civile saluée par l'opposition – P. 8

Réactions internationales et conséquences géopolitiques – P. 11

Le 18 août 2020, une junte militaire dirigée par les colonels Assimi Goïta et Ismaël Wagué s'empare du pouvoir à Bamako et contraint le Chef de l'État Ibrahima Boubacar Keïta à la démission. Ce nouveau coup de force des militaires survient à la suite d'une profonde crise politique, sociale, sécuritaire et économique marquée par des manifestations populaires et des désobéissances civiles. Par ce *putsch*, l'Armée malienne réaffirme son rôle dans le jeu politique malien. Du 18 novembre 1968 au 18 août 2020, en seulement un peu plus d'un demi-siècle d'indépendance (en 1960), le Mali a connu quatre coups d'État.

En effet, huit ans après l'accession du pays à l'indépendance le 22 septembre 1960, un coup d'État militaire chasse du pouvoir le président socialiste Modibo Keïta, père de l'indépendance du pays. Il est dirigé par le lieutenant Moussa Traoré, chef du Comité Militaire de Libération Nationale et futur président. D'abord sous la bannière du CMLN et ensuite de l'Union Démocratique du Peuple Malien (UDPM, parti unique), le Général Moussa Traoré¹ préside à la destinée du pays pendant vingt-trois années avant d'être renversé en 1991 par Amadou Toumani Touré dans un contexte de crise économique et de manifestations sociales accentuées depuis les années 80 par les graves difficultés économiques, essentiellement dues à la sécheresse causant ainsi des successions de mauvaises récoltes dans un pays à économie primaire. À la tête du Comité de Transition pour le Salut du Peuple de la République, Amadou Toumani Touré assure la transition entre 1991 et 1992 qui aboutit à l'élection de l'historien Alpha Oumar Konaré. Cette nouvelle élection ouvre une ère de démocratie qui prendra un coup fatal avec le putsch de 2012 contre ATT successeur d'Alpha Oumar Konaré en 2000. En effet, en 2012, un groupe de militaires conduit par Amadou Aya Sanogo, fortement opposé à la gestion de la crise qui s'est déclenchée la même année dans le nord, renverse ATT les 21 et 22 mars et crée l'éphémère Comité National pour le

¹ Il est promu général en 1982.

Redressement de la Démocratie et la Restauration de l'État (CNRDR ou CNRDRE). Ce coup d'État est aussi une importante contestation de l'absence de soutien de la part de l'administration centrale du Mali qui ne parvient pas à équiper son armée envoyée à contrecarrer des groupes armés Touaregs, souvent alliés des groupes terroristes, mieux équipés. Ce chaos profite en partie aux factions djihadistes du pays qui vont prendre les trois régions du nord du pays et ainsi éclipser les mouvements séparatistes. L'intervention française de janvier 2013 parviendra tant bien que mal à stopper l'avancée des groupes djihadistes vers le sud. C'est dans ce contexte de profonde crise sécuritaire que l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta accède au pouvoir et est vu comme l'homme providentiel.

Comment le coup d'État a-t-il pris naissance et quelles sont ses conséquences géopolitiques dans cette région très instable ?

I. La naissance d'une forte opposition dans un contexte social, politique et sécuritaire fragile

Le *putsch* du 18 août 2020 au Mali se déroule dans un contexte de forte instabilité et dans une situation complexe dans les sphères politique, institutionnelle, sociale, économique et sécuritaire du pays. En effet, une situation sécuritaire compliquée a rendu plus difficile, pour la présidence de Ibrahim Boubacar Keïta, le maintien de l'équilibre institutionnel.

Dans le nord, le pays est confronté à deux menaces existentielles pour son intégrité territoriale. D'un côté depuis 2012, il a vu la montée des mouvements rebelles Touaregs luttant pour leur indépendance. D'un autre côté, il doit faire face aux groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda. Ce conflit engendre des situations humanitaires désastreuses, causant le déplacement de près de 375 000 personnes à l'intérieur du pays et vers les pays voisins². L'alliance primaire et de circonstance des groupes rebelles et Touaregs, qui met en déroute l'Armée malienne et permet le contrôle de plusieurs régions du nord et du centre du pays, se disloque pour la poursuite de leurs agendas respectifs³. Pour les Touaregs, il consistait en l'autogestion territoriale dans le nord. Pour les groupes terroristes, cela revenait à l'établissement d'un État islamique sous le *diktat* de la Charia, volonté qui déboucha sur de sanglantes persécutions, notamment sur les populations de Tombouctou, Gao et Kidal⁴. Ces groupes entendaient également poursuivre le trafic d'armes et de drogue dans la région, l'une de leurs principales sources de

² Oxfam, Les réfugiés du conflit malien, Document d'information d'OXFAM 167, 22 janvier 2013. Disponible sur: https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2013/12/file_attachments_pressrelease_oxfam_mali_refugies_220112_complet.pdf

³ Andrew Lebovich, Cartographie des groupes armés au Mali et au Sahel, Conseil européen des relations extérieures. Disponible sur : https://www.ecfr.eu/mena/sahel_mapping
David Alvarado, Azawad indépendant : Touaregs, djihadistes, et un avenir incertain pour le Mali, CIDOB Notes internationales, mai 2012. Disponible sur : https://www.files.ethz.ch/isn/142674/NOTES%2054_ALVARADO_english.pdf

⁴ FIDH, Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contreterrorisme, Novembre 2018, n1727f, Disponible sur: https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_centre_du_mali_les_populations_prises_au_pie_ge_du_terrorisme_et_contr_e_terrorisme.pdf

revenus. L'intervention militaire internationale menée sous les auspices de la France en 2013 a contribué à disperser les forces djihadistes sur le territoire et à lutter du côté des forces étatiques incapables d'assurer l'intégrité territoriale du pays. Cependant, cette intervention s'effectue dans un contexte géographique de frontières poreuses et perméables, ayant ainsi pour effet négatif de faire déborder l'instabilité sécuritaire vers les pays voisins comme le Burkina Faso et le Niger. D'autre part, le pays a perdu le contrôle de la région nord de Kidal au profit des rebelles Touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), appelé plus tard la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA).

Dans un contexte de confrontation et d'action militaire, le gouvernement est engagé dans des négociations avec le CMA à Alger pour mettre fin aux hostilités en 2015. L'accord de paix est signé par les factions loyales au gouvernement et par le gouvernement du Mali. Cependant, le CMA ne signe pas le document. En avril de la même année, les mouvements loyaux au gouvernement affrontent les milices rebelles et l'accord de paix signé par les parties concernées est signé par le CMA en juin. Mais la région est toujours contrôlée par les rebelles, ce qui démontre un décalage entre les dispositions de l'accord de paix et la réalité du terrain.

La situation sécuritaire a un fort impact sur la situation politique du pays. Le 25 mars 2020, à la veille des élections législatives, le principal opposant politique au président IBK, Soumaïla Cissé, leader de l'Union pour la République et la Démocratie (URD) et seize autres personnes l'accompagnant dans sa tournée politique ont été enlevés par des hommes armés. Seul Soumaïla Cissé est retenu en captivité. Cela contribue à alimenter le déclenchement de nouvelles protestations sociales au cours desquelles les participants ont exigé la démission du

Président IBK⁵. Les mouvements sociaux trouvent leur fondement dans l'organisation décriée des élections législatives en l'absence du principal opposant de Soumaïla Cissé dans un contexte économique et sanitaire très défavorable. En outre, l'invalidation⁶ par la Cour Constitutionnelle de l'élection de certains députés de l'opposition au profit de la majorité présidentielle va déclencher des manifestations massives suite à l'appel de l'imam Mahmoud Dicko les 5 et le 19 juin 2020 demandant la démission du Président IBK ainsi que la dissolution de la Cour constitutionnelle.

Le pays, pris dans cette spirale de violences, a vu la méfiance populaire grandir dans sa gestion de la situation sécuritaire en raison de la perpétuation de la violence sur le territoire et dans les pays limitrophes. Entre 2016 et 2020, en tenant compte du Niger et du Burkina Faso, on dénombre plus de 4 000 morts et des milliers de réfugiés. Par ailleurs, la corruption, les accusations d'exécutions extrajudiciaires et d'abus par l'armée malienne dans ses opérations de sécurisation sont autant de facteurs qui exacerbent la méfiance et élargissent le fossé entre les citoyens et les institutions publiques⁷.

Le 5 juin 2020, les manifestations sociales (mouvement M5-RPF) - menées par Mahmoud Dicko, important imam du pays - d'acteurs hétéroclites allant de l'opposition aux chefs religieux en passant par la société civile ont crié à la démission du président et exigé des réformes politiques et économique. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui avait proposé de servir de médiateur dans une situation sociale et politique tendue échoue et le gouvernement renforce ses moyens pour réprimer les protestations.

⁵ RFI, Coup d'État au Mali: quel impact sur la séquestration de Soumaïla Cissé?, 25 août 2020, Disponible sur: <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200825-mali-cinq-mois-apres-son-enlevement-le-sort-soumaïla-cissé-inquiète-son-entourage>

⁶ France 24, Mali : les élections législatives sont maintenues malgré les violences jihadistes et le Covid-19, 19 avril 2020, Disponible sur: <https://www.france24.com/fr/20200419-mali-les-élections-législatives-sont-maintenues-malgré-les-violences-jihadistes-et-le-covid-19>

⁷ Le poste de défense, près de 150 exécutions extrajudiciaires par les troupes maliennes et burkinabées : ONU, 2 août 2020. Disponible sur : <https://www.thedefensepost.com/2020/08/07/extrajudicial-killings-malian-burkinabe-troops/>

Les protestations au Mali sont une réponse directe aux promesses anti-corruption d'IBK qui l'ont porté au pouvoir en 2013. Cependant, le népotisme du président - surtout avec la nomination de son fils à la présidence de la commission parlementaire de la défense⁸, la mauvaise gestion du capital et le manque de transparence aggravent les problèmes économiques. Cela engendre une hausse accrue du taux de chômage. En effet, au moment où 55 pays ont promis 4 100 milliards de dollars au pays en 2014, où le Fonds Monétaire International a accordé une facilité de crédit échelonnée sur trois ans d'une valeur de 23 millions de dollars, le président a acheté, entre autres, un Boeing 737 qui a coûté environ 40 millions de dollars⁹. L'agitation sociale a atteint son paroxysme avec les élections législatives de mars 2020. Ces élections ont été reportées pendant un certain temps en raison du contexte turbulent et d'autres manœuvres politiques de IBK visant à préserver sa position privilégiée au pouvoir. Les résultats ont ensuite été annulés par la Cour constitutionnelle, une décision ayant bénéficié au parti au pouvoir. Avec la naissance du M5-RPF, une tentative de dialogue avec le gouvernement a été faite pour obtenir la démission du président, mais sa réponse négative et violente - qui a conduit à la mort d'au moins 23 personnes et à des dizaines de blessés en juillet 2020¹⁰ - a durci la position de ses opposants¹¹.

Par ailleurs, l'exécutif a cultivé un climat de méfiance mutuelle avec l'armée. En effet, les tensions entre l'armée et IBK depuis la fin de l'année 2019 sont dues à la multiplication des attaques et des échanges belliqueux entre l'Armée et les factions rebelles et djihadistes qui ont coûté la vie à des dizaines de militaires, sans que le président n'apporte

⁸ France 24, Le fils du président malien démissionne du parlement suite aux protestations, 13 juillet 2020. Disponible sur : <https://www.france24.com/en/20200713-mali-frees-detained-opposition-figures-on-fourth-day-of-unrest-in-capital-bamako>

⁹ Alex Duval Smith, Mali flies into international storm over purchase of \$40m presidential jet, The Guardian, 16 mai 2014, Disponible sur : <https://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2014/may/16/mali-president-boubacar-keita-private-plane-international-aid-donors>

¹⁰ Amnesty International, Mali : un nouveau témoignage révèle les horreurs des fusillades de protestation, 5 août 2020, Disponible sur : <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/08/mali-new-witness-testimony-reveals-horrors-of-protest-shootings/>

¹¹ Henrique Valadares, Mali : de la crise politique au coup d'État militaire, France 24, 19 août 2020, Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/20200819-mali-de-la-crise-politique-au-coup-d-état-militaire>

de réponse concise. Selon Antoine Glaser, « *ces hauts fonctionnaires s'inscrivent dans la lignée du Mouvement du 5 juin, qui répond dans la rue au président Ibrahim Boubacar Keïta. Ils sont également membres de l'IBK, qui les a humiliés d'une manière qu'elle est incapable de réprimander dans le nord du pays* »¹². Un exemple de ces attaques est celui d'Indelimane qui a entraîné la mort de 49 soldats¹³. De plus, en février 2020, l'Organisation des Nations unies a publié un rapport accusant le général de l'armée du pays Kéba Sangaré d'avoir participé à un massacre de civils Peuls par des membres de la milice Dogon à Ogossagou. Ces deux faits n'ont fait que renforcer le clivage entre d'une part les militaires et le gouvernement, les premiers reprochant à ce dernier une mauvaise gestion des ressources attribuées aux militaires et un manque de soutien de l'exécutif dans la lutte contre ceux qui menacent l'intégrité territoriale et, d'autre part, entre les civils et le gouvernement en raison d'une mauvaise gestion de la situation sécuritaire, sociale et politique.

La répression ne parvient pas à calmer les protestations, bien que le président tente d'apaiser la situation par des actes symboliques tels que la dissolution de la Cour constitutionnelle, accusée d'entretenir des relations très étroites avec le pouvoir exécutif. Les soulèvements ne cessent pas et reprennent de la vigueur quelques jours avant l'arrestation puis la démission du président IBK.

II. Un putsch en faveur d'une transition politique civile saluée par l'opposition

Il est important de noter que le coup d'État dans ce pays d'Afrique de l'Ouest est également soutenu par l'opposition, alliée de circonstances des dirigeants militaires du coup d'État.

¹² France Info Afrique, Crise au Mali : qui sont les putschistes et pourquoi ont-ils renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta ?, 19 août 2020, Disponible sur: https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/mali/crise-au-mali-qui-sont-les-putschistes-et-pourquoi-ont-il-renverse-le-president-ibrahim-boubacar-keita_4078869.html

¹³ *Idem.*

Le 19 août 2020, le Colonel Assimi Goita a affirmé sa position de président du Comité national pour le salut du peuple, la junte militaire dirigeant le pays dans cette période de transition. Selon le Colonel, le pays était avant ce coup d'État dans « une situation de crise sociopolitique et sécuritaire où il n'y a pas de droit à l'erreur »¹⁴.

Les militaires ont invité les mouvements d'opposition à se joindre à l'initiative politique. Selon le premier message du porte-parole du Comité national pour le Salut du Peuple, le colonel Ismaël Wague, « *La société civile et les mouvements sociopolitiques sont invités à se joindre à nous pour créer les meilleures conditions d'une transition politique civile menant à des élections* »¹⁵. Ils ont également affirmé leur volonté de ne pas s'accrocher au pouvoir et d'organiser des élections dans un délai « *raisonnable* »¹⁶. En sus, ils ont affirmé leur consentement à préserver l'accord de paix de 2015 ainsi que leur collaboration avec les alliances militaires régionales qui tentent de combattre les djihadistes au Sahel et la mission de l'ONU sur leur territoire.

L'opposition malienne, menée par le M5-RPF, après avoir accueilli positivement la démission du président, la dissolution de l'assemblée nationale ainsi que du gouvernement, soutient l'engagement des putschistes en faveur d'une transition politique civile. Cette plateforme d'opposition a été créée en réponse à la situation politique, économique et sociale désastreuse du pays.

En outre, il convient de noter que malgré sa position politique pro-démocratique, il soutient le coup d'État qui, par essence, est un mécanisme anti-démocratique. Cependant, dès le début, les putschistes ont affirmé leur attachement à la démocratie, ce qui a positionné le M5-

¹⁴ *Idem*.

¹⁵ France Info Afrique, Crise au Mali : qui sont les putschistes et pourquoi ont-ils renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta ?, 19 août 2020, Disponible sur: https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/mali/crise-au-mali-qui-sont-les-putschistes-et-pourquoi-ont-il-renverse-le-president-ibrahim-boubacar-keita_4078869.html

¹⁶ Tiemoko Diallo, Les militaires maliens promettent des élections alors que la région s'inquiète de la crise du coup d'Etat, Reuters, 19 août 2020, Disponible sur : <https://af.reuters.com/article/topNews/idAFKCN25F1KM-OZATP>

RPF comme un allié de circonstances en faveur de cette « transition politique civile ». Néanmoins, les putschistes ont créé une junte appelée « Comité national pour le salut du peuple » (CNSP), organe chargé d'observer le processus de transition. Malgré l'ambiguïté sur le programme et la direction de ce comité, ce dernier avait alors indiqué par une déclaration que le contenu de la feuille de route « *sera convenu avec le CNSP et toutes les forces actives du pays* »¹⁷. En ce sens, le mouvement M5-RPF a appelé les organisations régionales à soutenir le processus de transition politique, en comprenant la particularité de cette situation qui met en alliance à la fois les putschistes et les membres de l'opposition.

Cependant, les déclarations du conseil s'affrontent aux volontés de la CEDEAO au sujet de l'organisation de la transition politique. En effet, la CNSP propose une transition de trois ans dirigée par un militaire, tandis que la CEDEAO s'oppose à cette condition exigeant une transition civile immédiate¹⁸. Aussi, la CNSP s'oppose à toute forme d'ingérence politique des organisations régionales dans ce processus politique. Le porte-parole du conseil, le Colonel Wagué, a déclaré que la décision finale sur la composition d'une administration intérimaire de transition serait décidée « *par les Maliens* ». Une autre ambiguïté dans ce processus est le soutien du président sortant à la transition politique du pays. Ce dernier, qui prétend avoir démissionné de son poste sans pression de la part des militaires, s'inquiète d'un retour à la normale. En effet, l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan, qui s'est adressé au président a déclaré : « *Il dit -IBK- qu'il souhaite une transition rapide pour permettre au pays de revenir à un régime civil dès que possible* ».

¹⁷ Agence Andolu, L'opposition malienne salue le coup d'Etat militaire, 21 août 2020, Disponible sur : <https://www.aa.com.tr/en/africa/mali-opposition-welcomes-military-coup/1948694#>

¹⁸ Jeune Afrique, Mali : Assimi Goïta devient « chef de l'État », la Cedeao exige une « transition civile immédiate », 28 août 2020. Disponible sur: <https://www.jeuneafrique.com/1035884/politique/mali-assimi-goita-devient-chef-de-letat-la-cedeao-exige-une-transition-civile-immEDIATE/>

III. Réactions internationales et conséquences géopolitiques

Les réactions de la communauté internationale ont été immédiates, dans un pays qui a connu de multiples interventions internationales sur son territoire en faveur de la pacification et de la résolution des problèmes de sécurité.

Il convient de noter que l'intervention militaire étrangère dans le pays a commencé en janvier 2013, lorsque la France a lancé l'opération *Serval* pour combattre les djihadistes, qui se déplaçaient progressivement vers la capitale, Bamako. En août 2014 l'opération *Barkhane* succède à *Serval* et est active en Mauritanie, au Burkina Faso, au Niger, au Tchad et au Mali, pour lutter contre la menace djihadiste régionale. En avril 2013, le Conseil de sécurité des Nations unies lance une mission de maintien de la paix au Mali (MINUSMA) dans le but de maintenir la stabilité. En juin 2015, le gouvernement du pays signe un accord de paix avec les groupes armés du nord à Bamako. Cependant, l'espoir de paix a été interrompu par la violence continue dans le nord qui a provoqué la fuite de milliers de citoyens, créant une nouvelle vague de réfugiés dans la région. Depuis lors, le pays a connu de multiples attentats comme celui de novembre 2015 contre l'hôtel Radisson Blu à Bamako, qui a fait 22 morts¹⁹. La continuité des attaques et la violence prééminente dans la région ont été des facteurs ayant conduit l'Union africaine à autoriser une nouvelle campagne militaire régionale appelée Force conjointe du G5 pour le Sahel, fortement soutenue et parrainée par la France et l'Allemagne, afin de combattre les djihadistes dans la région²⁰.

¹⁹ RFI, Un an après l'attaque, le Radisson de Bamako affiche complet, 20 novembre 2016, Disponible sur: <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20161119-mali-attaque-terroriste-hotel-radisson-blu-bamako>

²⁰ Le nouvel humanitaire, Le Sahel en flammes, 31 mai 2019, Disponible sur : <https://www.thenewhumanitarian.org/in-depth/sahel-flames-Burkina-Faso-Mali-Niger-militancy-conflict>

Après le coup d'État, la CEDEAO a envoyé une délégation dans la capitale du Mali pour faire pression en faveur d'un retour immédiat à l'ordre constitutionnel. Selon Amnesty International²¹, l'Union africaine et la CEDEAO ont toutes deux condamné le coup d'État. Pour le principal médiateur de la région dans les dialogues avec la junte, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la réponse immédiate a été de fermer les frontières avec le Mali et d'arrêter les transactions financières avec le pays, de rétablir le président dans ses fonctions présidentielles et même d'évoquer la possibilité d'une intervention militaire dans le pays²².

La France, présente sur le territoire du Sahel depuis sept ans afin de lutter contre la menace djihadiste au nord du Mali, a cherché à créer des alliances militaires avec les pays de la région dans le but de favoriser une meilleure résolution de ce problème de sécurité. Mais elle n'a pas trouvé de structures institutionnelles suffisamment établies et solides pour pouvoir atteindre l'objectif. La réaction de la France, acteur majeur dans la lutte contre le djihadisme au Sahel, a évolué depuis le coup d'État. Elle a accepté la démission du président tout en maintenant une position ferme de soutien au peuple malien²³.

La France, également menacée par l'extrémisme violent des groupes djihadistes et qui a connu la douleur des attentats, est confrontée à un dilemme politique et stratégique pour sa sécurité nationale. Si le pays ne veut pas abandonner les efforts de sept années de lutte contre le djihadisme dans la région sahéenne, il doit maintenir une position diplomatique ouverte à la transition politique dans le pays pour maintenir sa présence dans la région et favoriser un processus

²¹ Amnesty International, Mali. Les autorités militaires doivent mettre un terme aux arrestations arbitraires et enquêter sur l'homicide illégal de quatre personnes, 19 août 2019, Disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/08/mali-military-authorities-must-end-arbitrary-arrests-and-ensure/>

²² RFI, Mali: la Cédéao demande le rétablissement d'IBK dans ses fonctions, 21 août 2020, Disponible sur: <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200820-mali-la-cedao-annonce-l-envoi-d-une-delégation-haut-niveau-a-bamako>

²³ Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, Mali - Déclaration de Jean-Yves Le Drian (19.08.20), Disponible sur : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/mali/evenements/article/mali-declaration-de-jean-yves-le-drian-19-08-20>

transitoire qui soit favorable à une continuité de l'engagement international -notamment européen et africain - au Sahel²⁴.

Cependant, à la suite de la réaction immédiate de la CEDEAO, le bloc régional a été fragmenté dans sa réponse à la crise malienne. Le président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré et le président du Sénégal Macky Sall appellent tous deux à un relâchement des pressions économiques et financières que la CEDEAO cherchait à imposer comme sanction en plus de supprimer la possibilité d'une intervention militaire. En outre, le président de la Guinée-Bissau, Sissoko Embaló, a cherché à créer un consensus autour d'une position défavorable et critique sur le coup d'État. Le corollaire de cette action serait de demander que la CEDEAO condamne également les modifications constitutionnelles permettant certains chefs d'État de se représenter pour un troisième mandat, comme c'est le cas d'Alassane Ouattara, Président de la Côte d'Ivoire ou encore d'Alpha Condé, Président de la République de Guinée, tous deux en fonction depuis plus de dix ans. Les deux présidents se préparent à un troisième mandat après avoir modifié leur constitution pour se maintenir au pouvoir. A cet égard, ils sont confrontés à de graves mobilisations sociales dans leurs pays respectifs contre la perpétuation du pouvoir de ces derniers²⁵.

Compte tenu du climat politique dans la région de l'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO est désormais confrontée à une difficulté institutionnelle, celle de reconnaître les processus politiques frauduleux dans les pays qui composent la CEDEAO, ce qui pourrait apporter une certaine stabilité régionale en raison du soutien substantiel que l'organisation régionale pourrait apporter aux processus démocratiques dans le pays. Pourtant, la reconnaissance de la part de la CEDEAO de ces processus électoraux frauduleux apporterait sans doute plus

²⁴ Le Monde, Mali : amer bilan pour la France, 20 août 2020, Disponible sur : https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/08/20/mali-amer-bilan-pour-la-france_6049426_3232.html

²⁵ José Naranjo, Les présidents africains s'accrochent au pouvoir, El País, 7 août 2020, Disponible sur : <https://elpais.com/internacional/2020-08-07/presidentes-africanos-que-se-aferran-al-poder.html>

d'instabilité politique car cela anéantirait directement la légitimité de l'organisation et renforcerait sa réputation de « syndicat des chefs d'État » du continent²⁶. Sinon, le danger d'un effet domino inquiète déjà les spécialistes des transitions démocratiques²⁷.

Les dialogues entre la délégation de médiation envoyée par la CEDEAO et les responsables de la junte militaire après le coup d'État se sont terminés sans consensus autour de points clés tels que le retour à la gouvernance et à l'administration civile de la transition politique, ce qui perpétue le climat d'instabilité et pourrait créer des tensions entre une population civile désireuse d'une transition politique et le corps militaire chargé de contrôler le pays en attendant que celle-ci ait lieu²⁸. À cet égard, le CNSP a ordonné, depuis son arrivée au pouvoir, un couvre-feu et la fermeture des frontières aériennes et terrestres. Une décision ayant inévitablement un impact négatif sur les organisations humanitaires travaillant sur le terrain.

D'autres difficultés s'ajoutent au processus car en raison des mesures prises par la CEDEAO et l'Union africaine pour exprimer leurs positions défavorables au *putsch* dans le pays, celui-ci pourrait en voir les conséquences sur le prix de ses biens et services. Dans une déclaration à The New Humanitarian, l'économiste malien Etienne Sissoko estime que les prix des biens sont susceptibles d'augmenter en raison du ralentissement des échanges commerciaux et des sanctions régionales. Les donateurs internationaux pourraient également interrompre le financement, a-t-il dit, affaiblissant ainsi une économie déjà peu performante. L'autre externalité de ce processus est l'impact négatif que les sanctions pourraient avoir sur les citoyens du pays, qui bénéficient de l'aide des organisations humanitaires travaillant au Mali.

²⁶ Courrier International, Opinion. Après le coup d'État au Mali, la fin de l'illusion démocratique ouest-africaine, 19 août 2020, disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/article/opinion-apres-le-coup-detat-au-mali-la-fin-de-lillusion-democratique-ouest-africaine>

²⁷ Al Jazeera, les leaders du coup d'Etat malien, la CEDEAO ne parviennent pas à un accord sur la transition, 24 août 2020, Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/2020/08/mali-coup-leaders-ecowas-fail-reach-agreement-transition-200824171701181.html>

²⁸ *Idem.*

En effet, Klaus Spreyermann, chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge au Mali a déclaré que les besoins des personnes touchées par le conflit ne doivent pas être oubliés : « Il reste de la responsabilité des autorités de les aider, quels que soient les changements de direction à Bamako ».